



Les défis du développement, de l'inclusion et de l'employabilité des jeunes

un nouveau souffle sous la conduite de la Ministre Mazamesso Assih

Le 20 août 2024, le Président de la République Faure Essozimna Gnassingbé a réitéré sa confiance envers le Premier ministre Victoire Tomegah-Dogbé en la reconduisant dans ses fonctions. Cette décision marque un tournant décisif pour le Togo, alors que le pays s'engage dans une transition vers la Vème République.



PAGE 6

ECONOMIE



Déclaration de politique générale

Le nouveau gouvernement poursuit légalement la Feuille de route

Le président de la République Faure Gnassingbé, par lettre en date du 21 août 2024, a demandé au président de l'Assemblée nationale Kodjo Adédzé de bien vouloir procéder à la convocation le 23 août 2024 d'une session extraordinaire, afin que la Première ministre Victoire Tomegah-Dogbé puisse faire ...

PAGE 3

RSE



OTR

Plus de 515 milliards FCFA de recettes collectées au 1er semestre 2024

Dans sa dynamique de mobilisation des recettes pour contribuer au financement des projets de développement, l'Office togolais des recettes (OTR) est en bonne posture pour atteindre son objectif annuel. Au cours du 1er semestre de l'année, l'OTR a réussi à collecter 515, 8 milliards ...

PAGE 9



Cinquième République

Le gouvernement de transition est déjà à l'œuvre ...

Aussitôt après avoir reçu le vote de confiance des députés, les membres du nouveau gouvernement se sont dirigés vers la présidence de la République à quelques mètres de l'Assemblée nationale pour leur premier Conseil des ministres. Cette réunion a eu lieu sous la direction du président de la République ...

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Mpox : toujours aucun cas au Togo, vigilance renforcée

Bien qu'aucun cas de mpox n'ait encore été signalé au Togo, les autorités sanitaires du pays sont en état d'alerte maximale. Elles se mobilisent pour surveiller de près la situation et mettre en place des mesures préventives afin de protéger la population.

Le Togo, qui partage des frontières avec plusieurs pays de la sous-région, prend très au sérieux la menace posée par la propagation du virus dans les pays voisins.

Le ministère de la Santé togolais a intensifié ses efforts de sensibilisation et de surveillance épidémiologique.

Les autorités encouragent la population à rester vigilante et à signaler immédiatement tout symptôme suspect qui pourrait être lié au mpox, afin de permettre une intervention rapide et efficace.

Prix cassé sur le One 4G!

+3 mois d'internet Gratuit*

1Go gratuit (valable 10 jours) pendant 3 mois pour l'achat de ton smartphone en agence ou partenaires agréés. Promo valable du 10 mai au 31 juillet 2024.



24.990F
~~34.900F~~

PROMO

Avancer. Pour vous. Pour tous.

togocom.tg



	<p>Mali/Media Le pouvoir malien suspend la LCI pour diffusion d'informations diffamatoires</p>  <p>P 4</p>	<p>Togo Partenariat public-privé, entre résultats et impacts</p>  <p>P 6&7</p>	<p>Togo/Baseball Formation des nouveaux entraîneurs</p>  <p>P 10</p>
-----------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Azoumanou Raoulétou : quand un crédit change le cours d'une vie

L'histoire de dame Azoumanou Raoulétou, veuve et mère de cinq enfants à Bafilo aurait pu virer au psychodrame. Heureusement, elle a cru en ses potentialités et a déployé l'énergie et la détermination nécessaires pour arriver à ses fins. Très tôt, la nouvelle veuve a fait l'option des Activités génératrices de revenus pour désormais subvenir toute seule aux besoins de sa progéniture.



Azoumanou Raoulétou

Alors que son conjoint vivait encore, elle s'était mise dans l'environnement, notamment en tant que vendeuse de bois de chauffe, principale source d'énergie pour la cuisson des ménages dans les

communautés rurales. Mais avec le décès du conjoint, la veuve a pu avoir les conseils d'une amie qui l'a orienté vers la diversification de ses activités, pour mieux parvenir à gérer son ménage. Aussitôt dit, aussitôt fait. Même si durant ces périodes de doute, elle a connu des hauts et des bas. Mais elle rêvait sans cesse d'avoir une alimentation générale de proximité.

C'est par l'entremise d'une connaissance de sa ruelle que Azoumanou Raoulétou à la recherche de crédit pour ouvrir un commerce d'alimentation générale a découvert les produits FNFI. Et ce fut un nouveau départ pour sa vie qui n'écrira plus de belles histoires sur ses pages. « Maintenant avec FNFI je me suis retrouvée financièrement. Franchement je ne m'y attendais pas. J'ai pu construire une petite boutique dans laquelle mes enfants m'aident », confie-t-elle avec fierté.

Et ce n'est pas tout. Azoumanou Raoulétou est également désormais revendeuse de céréales. Une ascension fulgurante

ponctuée par un succès éclatant. L'histoire de cette dame confirme une fois encore que l'accès au financement peut s'avérer un puissant outil de développement de l'économie rurale.

« J'assume seule les dépenses de scolarité et de soins de mes enfants sans demander l'aide de la famille. Ce qui n'était pas le cas par le passé où il fallait solliciter des proches pour des dons », fait-elle savoir. Puis elle vise plus loin. Sa nouvelle ambition est de commencer à stocker des sacs de céréales pour les revendre en période de diserte.

Partout ailleurs, les communautés rurales sont celles qui ont le plus besoin de services financiers, mais restent les plus mal desservies à cet égard. Au Togo, le Fonds National de la Finance Inclusive FNFI avec ses institutions de microfinance partenaires ont pu relever ce défi. Les différents produits sont accessibles dans toutes les contrées du pays ; ce qui permet de libérer l'immense potentiel économique de nombre de femmes rurales.

Ceci est un programme du ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina
Secrétaire de rédaction :
Rachidou Zakari
Responsable web :
Carlos Amevor
Comité de rédaction :
Françoise Dasilva

Alexandre Wémima
Edem Dadzie
Attipoe Edem Kodjo
Edy Alley
Responsable administrative, financière
et commerciale:
AMAH Essognim

Graphiste:
Eros Dagoudi
Imprimerie: Direct Print
Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

Cinquième République

Le gouvernement de transition est déjà à l'œuvre ... !

Aussitôt après avoir reçu le vote de confiance des députés, les membres du nouveau gouvernement se sont dirigés vers la présidence de la République à quelques mètres de l'Assemblée nationale pour leur premier Conseil des ministres. Cette réunion a eu lieu sous la direction du président de la République Faure Gnassingbé.

Au cours des travaux, le Conseil des ministres a écouté une communication relative au 5ème Recensement national de l'agriculture (RNA 5), présentée par le ministre de l'Agriculture, de l'Hydraulique villageoise et du Développement rural, Antoine Lekpa Gbégbéni. Le RNA 4 a été réalisé en 2012, deux ans après le 4ème Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH 4). Ainsi, après le RGPH 5 en

2023, le gouvernement a immédiatement entamé le processus d'organisation du RNA 5. Ce recensement



Faure Gnassingbé lors du Conseil des ministres vendredi dernier

permet de disposer de données désagrégées nécessaires à une évaluation éclairée et à une planification bien renseignée des projets et réformes mises en

œuvre dans le secteur. Les membres du gouvernement, les parties prenantes au processus et les populations

sont appelées à contribuer à la réussite de cette opération.

Le RN 4 se déroulera sur une période de 24 mois. Dans le

cadre de la décentralisation et de la mise en place des institutions de la 5ème République, le Conseil des ministres a également examiné et adopté 5 décrets de nomination des gouverneurs de régions. Grâce à ces nominations, les Conseils régionaux pourront tenir la première réunion de droit.

L'on pourra également amorcer l'opérationnalisation des régions en tant que collectivités territoriales disposant d'une tutelle. Face au contexte sécuritaire actuel, cela va renforcer la présence de l'Etat et de son autorité, et d'autre part permettra un suivi rapproché et coordonné de la mise en œuvre des politiques publiques et projets de

développement.

Ainsi, conformément aux dispositions de l'article 28 de la loi du 08 janvier 2007 portant organisation de l'administration territoriale déconcentrée, le président de la République a nommé Affoh Atcha-Dedji, gouverneur de la région des Savanes ; le général de brigade Komlan Adjitowou, gouverneur de la région de la Kara ; le général de brigade Dadjia Manganawe, gouverneur de la région des Plateaux.

Par ailleurs, Taïrou Bagbiegue est nommé gouverneur de la région Maritime ; et Zouréahatou Kassah-Traoré, est nommée gouverneure du District autonome du Grand Lomé (DAGL).

TM

Déclaration de politique générale

Le nouveau gouvernement poursuit légalement la Feuille de route

Le président de la République Faure Gnassingbé, par lettre en date du 21 août 2024, a demandé au président de l'Assemblée nationale Kodjo Adédzé de bien vouloir procéder à la convocation le 23 août 2024 d'une session extraordinaire, afin que la Première ministre Victoire Tomégah-Dogbé puisse faire la Déclaration de politique générale (DPG) de son deuxième gouvernement. Mais, sur quoi s'est-il fondé pour faire cette demande au chef de la représentation nationale ?

Il est primordial de rappeler le contexte afin de justifier l'exercice de la DPG du gouvernement devant les élus du peuple. C'est suite à la publication de la composition du gouvernement le mardi 20 août 2024, et sur le fondement des dispositions des articles 95 et suivants de la loi n°2024-005 du 6 mai 2024 portant Constitution de la République togolaise que le président de la République a fait sa demande au président de l'Assemblée nationale.

Bien que le Togo soit dans la Vème République, les dispositions pertinentes de la Constitution de 1992 demeurent applicables sur certains aspects. C'est dans ce sens que l'article 96, alinéa 1er de la Constitution de 2024 précise que « dans l'intervalle, les institutions de la République, y compris celles du système judiciaire, sont maintenues en fonction selon les dispositions de la Constitution du 14 octobre 1992 révisée ».

Dès lors que la Première ministre est nommée pour conduire le processus de mise en place des institutions prévues par la Constitution de 2024, elle a l'obligation de se conformer à la pratique prévue par l'article 78, alinéa 2 et 3 de la

Constitution de 1992 révisée qui dispose qu'« avant son entrée en fonction, le Premier ministre présente devant l'Assemblée nationale le programme d'action de son gouvernement. L'Assemblée nationale lui accorde sa confiance par un vote à la majorité absolue de ses membres ».

C'est dans cette logique de la continuité de l'Etat encadrée par la loi fondamentale du pays que la cheffe du gouvernement a fait la DPG de son nouveau gouvernement vendredi dernier à Lomé. Madame Tomégah-Dogbé a fait le bilan de la mise en œuvre de la Feuille de route gouvernementale lancée en octobre 2020 lors de la mise en place de son premier gouvernement. Que peut-on alors retenir de ce programme de gouvernement qui prend fin en 2025, donc dans quelques mois ?

Les impacts clés de la mise en œuvre de la Feuille de route Togo 2025

L'on note que le contexte de mise en œuvre de la Feuille de route a été particulièrement difficile avec une superposition de crises inédites : la pandémie de la Covid-19, le dérèglement climatique, le conflit russo-ukrainien

etc... Toutes ces crises ont induit des impacts sur la vie socio-économique avec des poussées inflationnistes et la raréfaction des ressources financières. À cela s'ajoute la situation sécuritaire dans la

économiques et sociales visant à renforcer le pouvoir d'achat des populations ont été prises. C'est par exemple la subvention engrais, des produits pétroliers, et le gaz domestique.

et de la sécurité (Purs) avec un budget prévisionnel de 326 milliards de F CFA a été conçu et déployé avec « satisfaction » au sein de la région des Savanes. Le Purs est désormais étendu



Victoire Tomégah-Dogbé (à gauche) et Kodjo Adédzé vendredi dernier à l'Assemblée nationale

sous-région ouest africaine qui n'épargne pas le Togo. En juin 2024, après 75% de taux d'exécution, l'on a enregistré des avancées significatives. C'est grâce à la hausse des investissements publics qui sont passés de 394 milliards F CFA en 2020, à 559 milliards de F CFA en 2024. La croissance économique est passée de 2% en 2020, à 6,4% en 2023 avec une projection de 6,6% en 2024. Des mesures

Il y a eu aussi des mesures fiscales en faveur du secteur privé ainsi que la revalorisation du Salaire minimum interprofessionnel garanti (Smig). Face à la menace sécuritaire, les capacités opérationnelles des Forces de défense et de sécurité (FDS) ont été renforcées, grâce à l'adoption de la loi de programmation de militaire. Un Programme d'urgence de renforcement de la résilience

à tout le territoire national. Le maillage du territoire en matière de sécurité et de proximité est également renforcé avec la création d'un commissariat de police et d'une brigade de gendarmerie dans chaque commune. Des maisons de justice ont été mises en place dans toutes les régions du pays pour favoriser des modes alternatifs de règlement des litiges. ...

Suite à la page 7

Ghana/ Présidentielle

L'ancien président John Mahama propose un modèle économique "24 heures" pour relancer le Ghana

Lors d'un rassemblement à Winneba ce samedi, John Dramani Mahama, ancien président et candidat du Congrès démocratique national pour les prochaines élections présidentielles du 7 décembre, a critiqué la gestion économique actuelle du pays, tout en présentant son plan pour revitaliser l'économie ghanéenne.

Au cœur de son programme, M. Mahama propose l'introduction d'une "économie de 24 heures". Ce modèle vise à maximiser l'utilisation des installations et la main-d'œuvre en divisant la journée en trois périodes de travail de huit heures, permettant ainsi à plus de citoyens de trouver un emploi. « Cela va stimuler la production et créer des emplois bien payés », a-t-il affirmé devant ses partisans.

Le candidat a également promis de renforcer la production locale.

En encourageant les entreprises et les administrations à opérer continuellement, il espère faire du Ghana un acteur clé sur le marché local et international. J. Dramani Mahama envisage aussi de supprimer les taxes pour les nouvelles entreprises et de financer la formation de 10,000 jeunes entrepreneurs. En outre, Dramani Mahama a mis en avant le développement du secteur numérique, avec la formation d'un million de codeurs informatiques, visant à positionner le Ghana comme

un leader technologique en Afrique.

Pour dynamiser l'exportation, un comité dirigé par lui-même serait mis en place pour enregistrer plus de navires ghanéens dans la zone de libre-échange continentale africaine, promettant des mises à jour mensuelles sur les progrès réalisés.

L'ancien président Mahama s'est engagé à mettre en place la majorité de ces mesures dans les 121 jours suivant son élection, soulignant un plan d'action rapide pour redresser l'économie du pays.

Les électeurs ghanéens seront ainsi appelés à



John Mahama

décider si le retour de économique sont la réponse Dramani Mahama et son aux défis actuels du pays. ambitieux programme **TM**

Mali/Media

Le pouvoir malien suspend la LCI pour diffusion d'informations diffamatoires

La Haute autorité de la communication (HAC) du Mali a annoncé la suspension de la chaîne d'information française LCI pour une durée de deux mois. Cette décision fait suite à la diffusion d'une émission jugée diffamatoire par les autorités maliennes, accusant un consultant militaire de la chaîne de tenir des propos dénigrants et de fausses accusations à l'encontre de l'armée malienne et de ses partenaires russes.



Assimi Goita

La suspension, effective à compter du samedi 25 août 2024, implique le retrait de LCI des bouquets de tous les distributeurs de services de radiodiffusion au Mali. Selon la HAC, le colonel Michel Goya, consultant militaire intervenant sur LCI, a tenu des propos jugés inacceptables lors d'une émission diffusée le 27 juillet intitulée « Wagner décimé au Mali : la main de Kiev ».

La HAC reproche notamment au colonel Goya d'avoir formulé « des propos de dénigrement,

des affirmations gratuites et des fausses accusations d'exactions » contre l'armée malienne et ses alliés russes. Elle accuse également l'invité d'avoir appelé à « soutenir ouvertement le terrorisme sous prétexte de soutenir l'Ukraine contre la Russie ».

Ces accusations font suite à une lourde défaite subie fin juillet par l'armée malienne et le groupe paramilitaire russe Wagner face à des séparatistes et des jihadistes dans le nord du pays. Un responsable du renseignement militaire

ukrainien avait alors laissé entendre que Kiev avait fourni des informations aux rebelles pour mener leur attaque, ce qui a conduit à la rupture des relations diplomatiques entre le Mali et l'Ukraine.

Cette suspension de LCI s'inscrit dans un contexte de tensions accrues entre le Mali et la France, ainsi que d'autres partenaires européens. Depuis 2022, la junte au pouvoir à Bamako a rompu avec l'ancienne alliance avec Paris et s'est rapprochée de Moscou, tant sur le plan militaire que politique. Plusieurs médias français, dont France 24, RFI et France 2, ont déjà été suspendus par les autorités maliennes. Des correspondants de médias étrangers ont également été contraints de quitter le pays ou de cesser leurs activités.

Ce type de mesures, prises également au Burkina Faso et au Niger, où des militaires ont pris le pouvoir ces dernières années, soulève des inquiétudes quant à la liberté de la presse et à l'accès à l'information dans la région. Au Burkina Faso, LCI avait déjà été suspendue en juin 2023 pour des propos jugés "faux" par les autorités.

TM

Sénégal/Politique

Entre audits et attente d'une majorité parlementaire, le Premier ministre Sonko gagne du temps

Alors que les inondations dévastatrices s'abattent sur le Sénégal, le Premier ministre Ousmane Sonko multiplie les audits des comptes publics et les prises de parole clivantes, évitant ainsi de passer par l'Assemblée nationale dominée par la coalition de l'ex-président Macky Sall.



Ousmane Sonko

Face aux inondations qui touchent Dakar, Kaolack et Touba, Sonko a ordonné un audit sur l'utilisation des fonds du plan de lutte contre ce fléau, dénonçant l'inefficacité du précédent régime. Cette initiative s'inscrit dans une série d'audits menés par le gouvernement sur la gestion du précédent régime, notamment sur les contrats miniers, pétroliers et gaziers. Ces actions, malgré leur popularité auprès de certains, soulèvent des critiques. L'opposition accuse Sonko de mépriser les institutions en refusant de se présenter devant l'Assemblée nationale, malgré la modification du règlement intérieur qui lui permet désormais de le faire. Sonko privilégie la communication directe et les prises de position clivantes, comme sa récente sortie sur le voile en milieu scolaire ou son discours souverainiste au Mali.

La dissolution de l'Assemblée nationale, potentiellement annoncée mi-septembre, pourrait permettre à Sonko de se présenter à des élections législatives et d'obtenir une majorité parlementaire. Cette perspective est accueillie favorablement par le parti de Sonko, Pastef, qui souhaite gouverner "vraiment". L'opposition, quant à elle, peine à se trouver un leader pour la prochaine bataille électorale.

En attendant, Ousmane Sonko continue de naviguer entre les critiques et les attentes, dans un contexte politique marqué par l'incertitude et l'instabilité.

TM

Passation de charge

Sani Yaya passe le flambeau du ministère de l'Économie et des Finances à Georges Barccola

Après 8 ans Sani Yaya quitte le ministère de l'Économie et des Finances, suite à la nomination d'un nouveau gouvernement. Il passe le flambeau à son successeur. Essowè Georges Barccola prend les rênes de ce ministère avec le pari de consolider les acquis et performances réalisés par Sani Yaya. Le jeudi 22 août, la passation officielle des charges s'est tenue entre les deux officiels au ministère de l'Économie et des Finances.

Artisan de la politique économique et financière du Togo pendant plusieurs années, Sani Yaya a marqué son passage au ministère de l'Économie et des Finances en enregistrant de bons résultats. Cette cérémonie de passation de charge a été donc l'occasion pour le nouveau ministre de l'Économie et des Finances, Essowè Georges Barccola de saluer les réalisations de Sani Yaya à la tête de ce ministère. Sous sa conduite, l'économie togolaise a déployé sa capacité de croissance et sa résilience au regard des différentes crises aussi bien nationales que mondiales. Sa belle rigueur budgétaire et les nombreuses innovations impulsées, ont permis de réaliser de profondes mutations qui ont permis au Togo de se hisser au rang des pays porteurs, avec une croissance et stabilité encourageantes. En attendant de grandes transformations de l'économie togolaise, le passage de Sani Yaya à ce ministère a été un atout, reconnaît le secrétaire général du gouvernement, Christian Trimua. « Le

ministre Sani Yaya quitte la tête du ministère de l'Économie et des Finances avec un bilan largement positif. Il a bien su gérer de main de maître la crise covid-19, la gestion de la résilience du Togo face à la crise Russo-ukrainienne et qui ont permis de répondre efficacement au problème sécuritaire dans le nord du pays. En outre

toute l'attention que vous avez accordé à son prédécesseur Sani Yaya et peut-être un peu plus aussi pour plusieurs raisons ». Tout en abordant la mission de l'actuel gouvernement, qui est un exécutif de mission, le secrétaire général du gouvernement précise que l'équipe gouvernementale est invitée à remplir une



Passation officielle des charges au ministère de l'Économie et des finances, ce jeudi 22 août à Lomé

s'ajoutent des questions de l'administration et des politiques sociales ».

En reconnaissant le formidable travail d'équipe qui a été réalisé, Christian Trimua, a invité les premiers collaborateurs de ce ministère à composer avec autant d'engagement avec le nouveau ministre. « C'est au nom du président de la République et de Madame la Première ministre que les actions ont été menées à la tête de ce ministère, mais aussi, il faut saluer la qualité de l'accompagnement que le personnel lui a apporté et qui a permis d'atteindre cet objectif ou ce bilan éloquent. Je voudrais vous dire de travailler avec symbiose avec le nouveau MEF et lui accorder

mission déterminante, celle de mener à bien le reste des projets contenus dans la Feuille de route quinquennale. « Je voudrais surtout vous encourager, vous exhorte à décupler vos forces et nous avons la preuve que vous pouvez le faire », a indiqué Christian Trimua. Pour le personnel de ce ministère, notamment la directrice de cabinet, Akou Mawussé A. Adetou Afidenyigban, elle a témoigné sa reconnaissance à l'ancien ministre. « Nous voudrions au nom du personnel du MEF vous exprimer nos sincères gratitude pour votre leadership à la tête de notre département et surtout la bienveillance que vous n'avez jamais cessé de manifester à l'égard de tout le personnel, en

témoigne la promotion des jeunes à des postes de responsabilité. Sous votre leadership Monsieur le ministre Sani Yaya, plusieurs réformes ont été engagées notamment la nécessité de la célérité dans le traitement des dossiers pour une meilleure coordination des actions du gouvernement », a-t-elle affirmé.

Suite à ces réactions trempées d'émotion et de gratitude, le ministre sortant n'a pas manqué de rebondir sur les différents propos. Sani Yaya a ainsi témoigné sa gratitude et remerciement au chef de l'Etat, Faure Essozimna Gnassingbé, pour la confiance en sa personne. Il a également remercié ses collaborateurs pour leur accompagnement et les a invité « à plus d'engagement, de disponibilité, d'efforts et de loyauté au nouveau ministre en vue de contribuer efficacement à la réalisation des missions du ministère ». En attirant l'attention du nouveau ministre de l'Économie et des Finances, Essowè Georges Barccola sur l'importance de la mission et les défis du département, Sani Yaya l'a félicité pour sa nomination.

Le ministre entrant a remercié son prédécesseur, et exprimé sa gratitude au chef de l'Etat pour sa nomination. « Monsieur le ministre je voudrais sincèrement vous féliciter pour le bilan que vous nous laissez et vous féliciter pour les progrès enregistrés au sein de ce ministère, ainsi

que les réformes initiées et qui ont permis de relever les défis que vous avez en prenant la commande ce ministère. Vous connaissez l'adage : C'est autour de l'ancienne corde qu'on tisse la nouvelle et comme je le disais, le bilan étant un bon bilan, je ne pourrais que m'appuyer dessus pour le consolider. Et comme il y a toujours des défis nouveaux qui apparaissent, nous allons nous adapter pour faire face aux nouveaux défis », a mentionné Essowè Georges Barccola. Ancien directeur général de la Loterie nationale togolaise (LONATO) et commissaire de la Commission de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa), Georges Barccola a pour mission de consolider les acquis et de poursuivre les réformes en vue de booster le développement économique du Togo. Son expérience et son parcours professionnel, riches et variés, sont autant d'atouts qui lui donnent la possibilité de relever avec brio les défis auxquels fait face le Togo.

« En tout cas soyez rassurés que nous allons poursuivre vos œuvres et permettre donc à ce ministère d'être un ministère support, un ministère de soutien avec les autres départements pour qu'effectivement toute l'économie puisse être propulsée », a ajouté le nouveau ministre de l'Économie et des Finances. Au rang de ses premières missions, travailler à l'adoption de la loi de finances, exercice 2025.

Edy Alley

Umoa-Titres

Le Togo lève 29,4 milliards FCFA sur le marché financier régional

En bouclant ce jeudi 22 août, une nouvelle sortie sur le marché des titres de l'Union monétaire Ouest-africaine (Umoa), le Togo obtient de nouveau la confiance des investisseurs. En quête de 30 milliards de FCFA via une émission simultanée de Bons assimilables du trésor (BAT) et d'Obligations assimilables du trésor (OAT), le Trésor public a finalement mobilisé 29,4 milliards FCFA.

Selon le compte rendu de Umoa-Titres, 12,3 milliards FCFA ont été collectés grâce à des BAT stipulés sur la maturité de 182 jours aux taux d'intérêt multiples. En ce qui concerne les 17,1 milliards FCFA restants, ils ont été mobilisés via les OAT émises sur 3 et 4 ans, avec des taux respectifs de 6,15% et 6,40%. Au total, les

investisseurs ont proposé une enveloppe de 33,5 milliards FCFA, soit 111,67% de taux de couverture.

Cette nouvelle opération porte à 593,1 milliards FCFA, le cumul des emprunts du Togo sur le marché régional des titres cette année. Grâce à cette mobilisation, le Togo se rapproche de son objectif



Centre administratif, économique et financier de Lomé

de mobilisation annuel de 607 milliards FCFA. Ces emprunts permettent ainsi

au pays de financer son budget, exercice 2024 qui s'équilibre en ressources et

en charges à 2179 milliards de FCFA.

Edy Alley

Les défis du développement, de l'inclusion et de l'employabilité des jeunes

un nouveau souffle sous la conduite de la Ministre Mazamesso Assih

Le 20 août 2024, le Président de la République Faure Essozimna Gnassingbé a réitéré sa confiance envers le Premier ministre Victoire Tomegah-Dogbè en la reconduisant dans ses fonctions. Cette décision marque un tournant décisif pour le Togo, alors que le pays s'engage dans une transition vers la Vème République.

Une concrétisation de la vision et de l'engagement

Le Président Faure Gnassingbé tout en reconduisant certains ministres a procédé à l'ajustement de certains portefeuilles ministériels. La reconduction de la Ministre Assih, précédemment en charge de l'inclusion financière et du développement du secteur informel, est une marque de reconnaissance de son engagement et de ses réalisations dans le domaine de l'inclusion financière. Depuis sa nomination initiale en tant que Secrétaire d'Etat, elle a su incarner des idées claires pour améliorer l'accès aux services financiers des populations vulnérables, contribuant ainsi à la réduction de la pauvreté et à l'inclusion sociale. Elle a su traduire la vision pragmatique du Président de la République pour l'inclusion financière et sociale, sur le terrain, dans le quotidien des populations, et dans les recoins du pays. Cela a contribué significativement à sa nomination en tant que Ministre plein occupant le même portefeuille trois ans plus tard.

En la reconduisant à son poste et en élargissant son champ d'action le 20 août dernier, le Président Faure Essozimna Gnassingbé envoie un message fort : celui d'une confiance renouvelée et renforcée en une citoyenne compétente et engagée. Ce soutien présidentiel est un signal clair que les défis liés au développement à la base, à l'inclusion financière, à la jeunesse et à l'emploi des jeunes sont des

priorités nationales. Sous la conduite de la Ministre Assih, le Togo peut espérer faire des avancées significatives dans ces domaines stratégiques, contribuant ainsi à la réalisation des objectifs de développement durable

autonome. Le Président de la République le sait, c'est pourquoi il a choisi de rattacher ce portefeuille à celui de l'inclusion financière.

Sous la direction de ce nouveau portefeuille, le Togo aspire à déployer des stratégies innovantes pour consolider ses acquis, tout en mettant l'accent sur la participation active des communautés locales dans le processus de développement.

un accent particulier sur les femmes et les jeunes, qui sont souvent les plus vulnérables.

Jeunesse et emploi : construire l'avenir du Togo

La jeunesse togolaise représente un potentiel énorme pour le développement du pays.

Cependant, le chômage et le sous-emploi des jeunes restent des préoccupations

des jeunes en soft skills pourrait aider sur ce chantier.

La création d'opportunités économiques, la formation professionnelle adaptée aux besoins du marché du travail, et l'entrepreneuriat seront au cœur des stratégies à mettre en œuvre pour répondre à ce défi.

Le président de la République Faure Gnassingbé, en élargissant



Ministre Mazamesso Assih

et à l'émergence d'un Togo prospère et inclusif.

Développement à la base : un pilier pour un Togo émergent

Le développement à la base est un levier fondamental pour assurer une croissance inclusive et durable. Les défis sont nombreux : réduire les inégalités, améliorer l'accès aux services sociaux de base, et renforcer les capacités locales pour un développement

Inclusion financière : un enjeu de justice sociale

L'inclusion financière reste l'un des défis majeurs pour les économies émergentes comme celle du Togo. Malgré les progrès réalisés, une partie significative de la population reste en marge des services financiers formels. La Ministre Assih, forte de son expérience, doit poursuivre les réformes nécessaires pour garantir un accès plus large et plus équitable aux services financiers, avec

majeures pour le gouvernement. Le nouveau portefeuille de la Ministre Assih inclut désormais la responsabilité de l'emploi des jeunes, un défi de taille qui nécessite des solutions innovantes. C'est d'ailleurs ce qui justifie le choix du jeune Abdul-Fahd Fofana, 35 ans, comme nouveau Ministre délégué auprès de la Ministre Assih. Son expérience au service du Togo grâce à son association Youth For Youth dédiée à la formation

le 20 août dernier, son portefeuille au développement à la base, à la jeunesse et à l'emploi des jeunes, confirme la confiance qu'il place en elle pour piloter ces enjeux cruciaux pour l'avenir du Togo.

Le chemin est encore long, mais avec une stratégie claire et un leadership affirmé, le Togo est résolument engagé sur la voie du progrès.

La rédaction

PIA
PLATEFORME INDUSTRIELLE D'ATTRACTION
— TOGO —

Une zone industrielle de pointe, au service de l'industrialisation togolaise

FRENCH CERT
ISO CERTIFIED

www.pia-togo.com

Déclaration de politique générale **Suite de la page 3**

Le nouveau gouvernement poursuit légalement la Feuille de route

... Dans le domaine de la santé, la Première ministre informe que l'accessibilité géographique aux soins s'est nettement améliorée. Il y a en effet eu la construction et la rénovation de près de 200 formations sanitaires, la mise en service de l'hôpital de référence Dogta Lafiè à Lomé, la construction de 11 centres de traitement épidémique. Des investissements d'envergure sont en cours dans les grands centres hospitaliers à Lomé et à Kara ; ainsi que 5 hôpitaux mère-enfant et un centre de cancérologie en construction.

Les effectifs ont été renforcés par le recrutement de plus 1200 professionnels de la santé. Le programme School Assur a permis de couvrir 900 000 élèves. Le programme d'accompagnement de la femme enceinte et du nouveau-né dénommé Wezou a touché 575 000 femmes ; le gouvernement a en outre déployé des transferts monétaires trimestriels au profit de plus de 225 000 ménages pauvres. L'Assurance maladie universelle (AMU) a été instituée depuis octobre

2021 et s'est étendue au secteur privé formel le 1er janvier 2024. Le taux d'achèvement au primaire est passé de 87% en 2020 à 94,6% en 2024. Celui du secondaire est passé de 51,7% à 61,4%. Dans ce secteur, l'on note le recrutement et la formation de 11 303 enseignants fonctionnaires, la formation initiale et continue des enseignants du public et du privé. La proportion des enseignants volontaires est passée de 41,6% en 2022 à 7,9% aujourd'hui.

Il y a eu l'instauration de la gratuité des frais d'inscription aux examens scolaires et l'extension de l'exonération des frais d'écolage au secondaire ; la construction et la réhabilitation de plus de 4 600 salles de classe, et la fourniture de repas chauds à 218 000 élèves des écoles primaires et préscolaires publiques. L'on note l'opérationnalisation des Instituts de formation en alternance pour le développement (Ifad). La modernisation de l'université de Lomé, le lancement des travaux de construction des infrastructures de l'université de Kara et la

création d'une nouvelle université à Datcha dans la préfecture de l'Ogou sont aussi mentionnés.

Dans le secteur de l'eau, les projets mis en œuvre ont permis de réaliser près de 2 000 ouvrages d'adduction d'eau potable, et environ 58 000 branchements domestiques subventionnés. Cela a fait passer le taux de desserte au niveau national de 60 à 69% entre 2020 et 2023. Le taux d'électrification est passé de 50% en 2020 à 69% à fin juillet 2024. La phase pilote de l'important projet d'identification biométrique et de mise en place du registre social des personnes et des ménages a permis d'enregistrer plus de 55 000 personnes. L'Indice de développement humain (IDH) a connu une nette amélioration. Entre 2020 et 2023, la production agricole a augmenté de 15% pour les céréales, 13% pour les tubercules, et de 31% pour les légumineuses. Les cultures vivrières ont aussi augmenté en rendements. La mise en valeur d'environ 35 000 hectares de Zones d'aménagement agricole planifiées (Zaap), est le catalyseur de ce

résultat ; sans oublier les équipements, la mobilisation et la vente à prix subventionné d'engrais, couvrant la totalité des besoins annuels ; la disposition à prix subventionné de kits d'irrigation. Des centres régionaux de mécanisation agricole sont en construction. Environ 25 milliards de F CFA ont été mobilisés au profit des producteurs et agrégateurs à travers le mécanisme d'agriculture contractuelle de subvention directe et de crédit bancaire.

Avec la Plateforme industrielle d'Adétikopé (PIA), le total des investissements réalisés se chiffre depuis 2020 à 346 milliards de F CFA avec environ 5 500 emplois créés. Depuis 2020, 828 km de route nationale ont été réhabilités sur le corridor Sud-Nord. Cela permettra de mieux acheminer les marchandises au moment où le Port autonome de Lomé (PAL) s'illustre excellemment sur le continent africain et dans le monde. L'Aéroport international Gnassingbé Eyadema (AIGE) est aussi au cœur des attractions. En moins de 4 ans, 4 200 km de pistes rurales sont réalisées sur plus 9 000 km engagées.

La digitalisation est au centre de la modernisation de l'administration togolaise. La décentralisation se poursuit avec les élections régionales, la construction d'infrastructures d'accueil pour les communes.

Sur le plan environnemental et de la lutte contre les changements climatiques, il y a eu la mise en terre d'environ 19,5 millions de plants couvrant plus de 28 000 hectares et la restauration de 1 30 000 hectares d'écosystèmes dégradés. Aujourd'hui, 6% du parc est constitué de véhicules électriques. La proportion de côte protégée contre l'érosion est passée de 44% à 60%. « Toutes ces avancées doivent être consolidées pour l'émergence de notre pays », a déclaré Victoire Tomégah-Dogbé.

« Nous poursuivons les chantiers que nous avons entamés avec un accent plus renforcé sur le développement humain, la protection sociale, et l'insertion professionnelle », a affirmé la Première ministre.

Edem Dadzie

En un clic,
payez votre
TVM
par



sur l'application
OTR TVM
Disponible sur Google Play



OTR

FEDERER POUR BATIR

 www.otr.tg

SIGNIFICATION DE LETTRE

Le deux mil cinq-cent quatre et le vingt-neuf (29) Août heures 10 minutes

A la requête de la Compagnie Financière Africaine au Togo (COFINA TOGO), Société Anonyme avec Conseil d'Administration au capital de 300 000 000 Francs CFA RfL, Agrément N° T/UGFLM/2019/257 A, Arrêté N°036/MF/SG/CAS-IMEC, ayant son siège social au 23, Boulevard du 13 Janvier, Kadjivikopé Lomé-Togo, Société de Droit Togolais immatriculée au RCCM sous le numéro TG-LFW-01-2021-M-05906, NIF : 1001230343, Tél : (+228) 22 23 68 60 / 92 88 60 60 / 98 98 60 60, agissant, personnel et diligemment de son Directeur Général, demeurant et domicilié audit siège ;

Signifié en sa tête de copie des présents, lecture à :

GROUP BIO PROD SARL, ayant son siège social à Agoé Mémamadou, prise en la personne de son représentant légal Monsieur Napo Seyidou GBATI, Tél : 91 91 47 36 / 98 98 80 14, ou et/ou en parlant à ses proches, du siège de la Société COFINA TOGO, Société Anonyme, immatriculée au RCCM sous le numéro TG-LFW-01-2021-M-05906, NIF : 1001230343, agissant, personnel et diligemment de son Directeur Général, demeurant et domicilié audit siège ;

L'original d'une lettre en date à Lomé le 19 Août 2024, N° Ref: CFNTG/JUR/MM/1397/2024, Affaire : COFINA TOGO SA
C/ GROUP BIO PROD SARL, représentée par Monsieur Napo Seyidou GBATI - Objet: Invitation à un arrêté de compte contradictoire, commençant par :

" Monsieur,

A la date du 28/12/23, la Compagnie Financière Africaine (COFINA) TOGO S.A. avait accordé à la société GROUP BIO PROD SARL un prêt d'un montant global de Cent quatre millions vingt-sept mille (104 027 000) de francs CFA.

Et se terminant par :

Dans l'attente d'une prompte réaction de votre part, Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos meilleures salutations.

Les déclarant que la présente signification est faite à toutes fins utiles que de droit

SOUS TOUTES RESERVES, ET A CE QU'ELLE NE L'IGNORE,

Je lui ai, étant et parlant comme ci-dessus, lu et fait l'original de la lettre sus-énoncée, que copie du présent exploit dont le coût est de **20.000 F CFA**

L'EXCERPT

cofina

Dans ces délais prévus, nous vous invitons à venir rapprocher du service juridique (Madame MESSANGAN MESSANGAN), Tél : 70 99 20 49 / 92 11 63 33, au siège de la Direction Générale de COFINA sise à Kadjivikopé, pour l'arrêté contradictoire de vos comptes ainsi qu'un règlement amiable.

Passé ces délais, vos comptes seront réputés contradictoirement arrêtés et à défaut de paiement, nous nous réservons le droit de cédérer et d'exiger l'intégrité des sommes dues et ce, dans un délai de quinze (15) jours sans préjudice des intérêts de droit qui continueront de courir et d'engager les procédures nécessaires à permettre le recouvrement de notre créance.

Dans l'attente d'une prompte réaction de votre part,

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos meilleures salutations.

LA DIRECTION

Marcel DIGBE
Directeur Général

• Pièce jointe : Relevé de compte

cofina

Lomé, le 19 août 2024

GROUP BIO PROD SARL
Agoé Mémamadou
Tél : 91 91 47 36 / 98 98 80 14

Lomé-TOGO

Par lettre au porteur avec accusé de réception

N/Ref : CFNTG/JUR/MM/1397/2024

Affaire : COFINA TOGO SA
C/ GROUP BIO PROD SARL
Représentée par Monsieur Napo Seyidou GBATI

Objet: Invitation à un arrêté de compte contradictoire

Monsieur,

A la date du 28/12/23, la Compagnie Financière Africaine (COFINA) TOGO S.A. avait accordé à la société GROUP BIO PROD SARL un prêt d'un montant de cent quatre millions vingt-sept mille (104 027 000) de francs CFA, en principal, sur une durée de six (06) mois dont deux (02) mois de différé total, remboursable en six (06) échéances à compter du 05/04/24.

En couverture du remboursement de cette facilité, vous avez offert les garanties ci-après :

- ✓ Constitution d'un dépôt de garantie d'un montant de neuf millions (9 000 000) F CFA ;
- ✓ Affectation hypothécaire de 1^{er} rang sur l'immeuble sis à Lomé Bè Massoboin (P/Golfie), d'une contenance de 3x 03ca, objet du Titre Foncier N°48.310 RT, appartenant à Madame Aflavi Tom-Ena AMAH à hauteur de quarante-deux millions (42 000 000) F CFA ;
- ✓ Affectation hypothécaire de 1^{er} rang sur l'immeuble sis à Lomé Sanguéra Daliko, d'une contenance de 11x 97ca, objet du Titre Foncier N°53.460 RT, appartenant à Monsieur LAWANI Soumaila à hauteur de cinquante millions (50 000 000) F CFA ;
- ✓ Caution personnelle et solidaire de Monsieur Napo Seyidou GBATI à hauteur de cent quatre millions vingt-sept mille (104 027 000) F CFA ;
- ✓ Signature du Billet à ordre.

Malheureusement, après avoir retiré les fonds mis à votre disposition, vous n'avez plus respecté votre obligation de remboursement du prêt conformément à l'échéancier établi.

Nos différents échanges et correspondances portant sur le remboursement de vos engagements dans nos livres sont demeurés sans suite à ce jour ; de plus, vous êtes en situation d'impayés depuis plus de cent trente-six (136) jours et les échéances échues et impayées se chiffrent à la somme de cent dix mille sept cent quatre-vingt-sept mille sept cent trente-six (110 787 736) FCFA en principal, sous réserves des intérêts et pénalités à échoir ;

Aussi par la présente, nous vous informons que nous procéderons à la dénonciation de la convention de crédit dans un délai de quinze (15) jours, soit le 03 septembre 2024.

Par l'effet de cette dénonciation, il sera également procédé à la clôture juridique de votre compte dans le même délai de quinze (15) jours, soit le 03 septembre 2024.

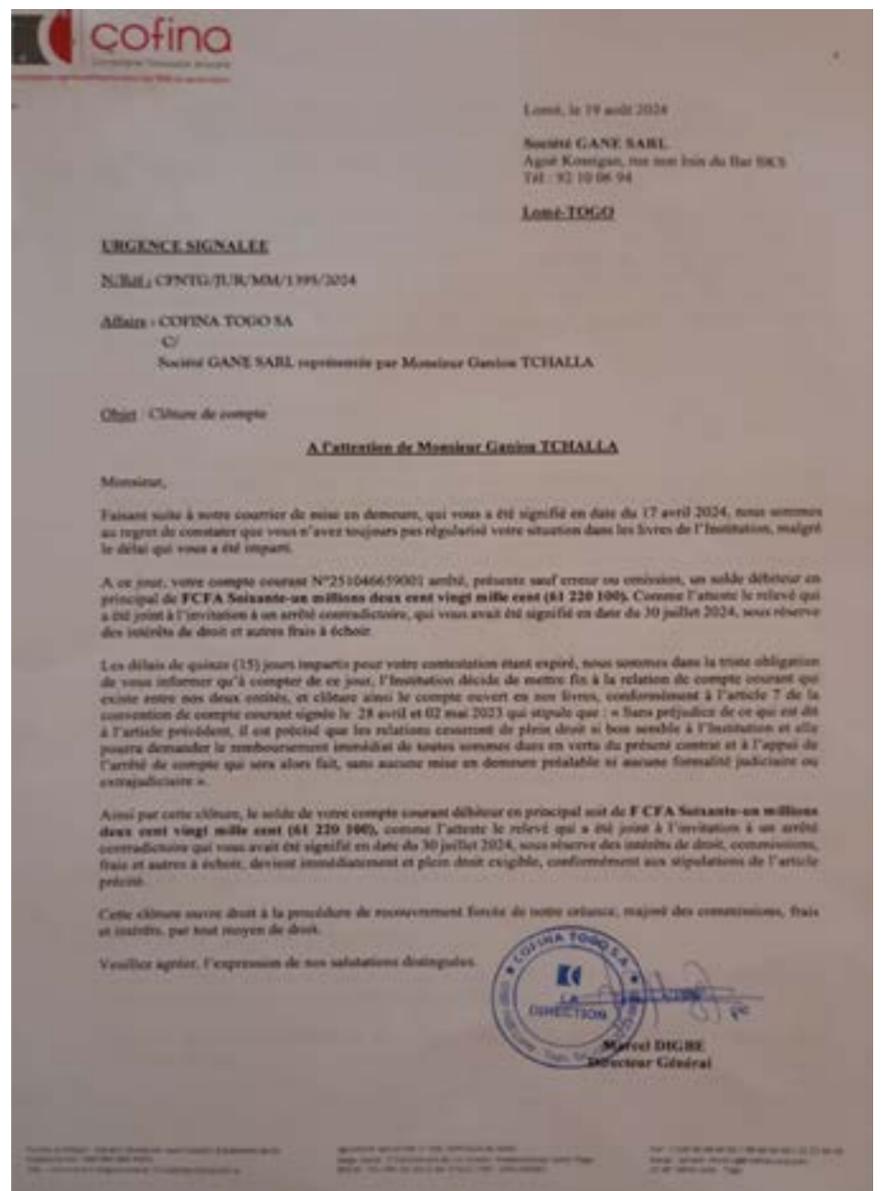
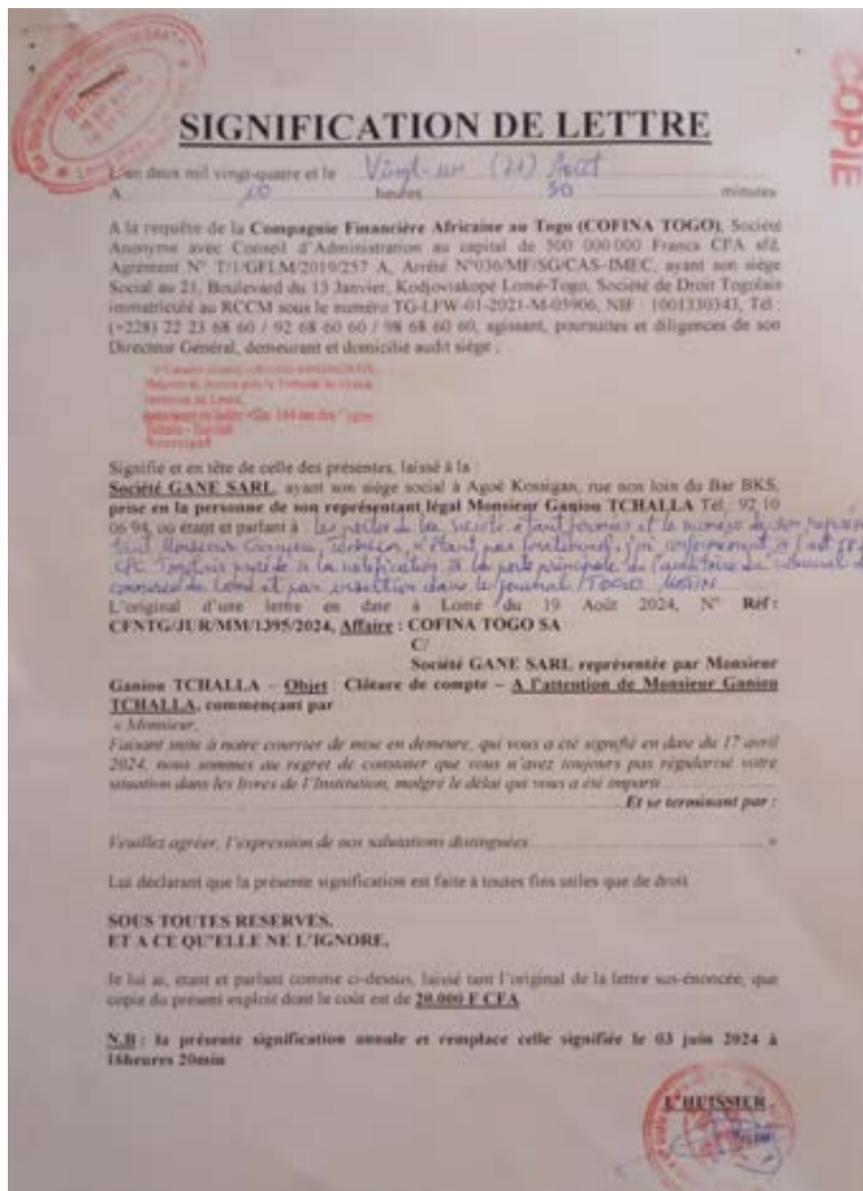
cofina

RELEVÉ DU COMPTE N° 25104727801

Dans les livres de la COFINA Togo S.A au nom de la société GROUP BIO PROD SARL, sis à Agoé Mémamadou, Tél : 91 91 47 36 / 98 98 80 14.

> Total impayés :	FCFA 110 607 736
> Frais de signification des présents courriers :	FCFA 180 000
> Intérêts à compter de la date d'arrêté jusqu'à :	
Règlement défini :	PM
Total débiteur, sauf mémoire	FCFA 110 787 736

LA DIRECTION



OTR

Plus de 515 milliards FCFA de recettes collectées au 1er semestre 2024

Dans sa dynamique de mobilisation des recettes pour contribuer au financement des projets de développement, l'Office togolais des recettes (OTR) est en bonne posture pour atteindre son objectif annuel. Au cours du 1er semestre de l'année, l'OTR a réussi à collecter 515,8 milliards FCFA contre une prévision de 484,6 milliards FCFA. Le point de ses activités mi-annuelles a été communiqué lors d'un séminaire d'orientation de l'OTR, ce jeudi 22 août à Kpalimé.



Photo de famille lors du séminaire d'orientation de l'OTR à Kpalimé

« Nous sommes dans une bonne dynamique de réalisation de nos objectifs annuels puisque à la fin du mois de juin nous sommes à 49% de nos réalisations annuelles. Habituellement nous tournons autour de 48% et nous savons que le second semestre habituellement est plus actif en termes économiques et en terme de collecte de recettes. Et sur la période de janvier à 30 juin, nous sommes à 106 % de nos prévisions sur la période. Ce qui augure une bonne tendance pour la fin de l'année et pour l'atteinte de nos objectifs de 2024 », a expliqué le Commissaire général de l'OTR, Philippe Kokou Tchodié. Ainsi au 1er semestre 2024, soit de janvier au 30 juin, l'OTR a mobilisé 515,8 milliards FCFA contre 484,6 milliards FCFA de prévu, pour un taux

de réalisation de 106,4%. Ces chiffres témoignent des efforts des différents services des impôts, des douanes et du cadastre.

Malgré les défis économiques existants, l'Office togolais des recettes (OTR) ne cesse d'agir sur les leviers capables de contribuer à atteindre ses ambitions. Avec un objectif annuel de mobilisation de 1042 milliards FCFA, l'Office s'engage continuellement à concourir au budget national. D'où la nécessité de faire le point pour un meilleur apport à l'économie nationale. « Nous avons fait le bilan, souligner nos forces et faiblesses et défini des stratégies pour atteindre le résultat escompté à la fin de l'année. Nous attendons d'élargir l'assiette fiscale, de poursuivre les réformes et

innovations et améliorer le système informatique avec le cadastre », a-t-il déclaré. En choisissant une approche de certification dans le cadre du déploiement du Système de management de la qualité, l'OTR veut améliorer l'efficacité de ses services et garantir une gestion rigoureuse des ressources. Cette démarche va permettre une meilleure optimisation des recettes et une plus grande conformité des contribuables.

Rassemblant le comité de direction et les principaux cadres de l'institution, ce séminaire d'orientation de l'OTR a été également l'occasion pour l'OTR de se pencher sur ses perspectives et d'évaluer la portée des défis à relever pour plus d'impact. Au rang de ces défis, figurent le service du Cadastre. « Nous avons également des défis à relever au niveau du cadastre et actuellement, nous sommes en discussion avec le ministère de l'Économie et des Finances pour relever ces défis. Actuellement, nous avons plus de 110.000 demandes de titres fonciers. L'autre pan de la chose, c'est le défi de la digitalisation de nos services et processus... Aussi, nous devons perpétuellement améliorer nos services, accroître la célérité et continuer par améliorer

le climat des affaires », a ajouté Philippe Tchodié. Au rang des défis à relever par l'administration fiscale figure, le service de cadastre. « Nous avons également des défis à relever au niveau du cadastre et actuellement, nous sommes en discussion avec le ministère de l'Économie et des finances pour relever ces défis. Actuellement, nous avons plus de 110.000 demandes de titres fonciers. L'autre pan de la chose, c'est le défi de la digitalisation de nos services et processus... Aussi, nous devons perpétuellement améliorer nos services, accroître la célérité et continuer par améliorer le climat des affaires », a-t-il ajouté.

Le séminaire s'est penché également sur la fiscalisation des activités du secteur de la justice, une initiative visant à intégrer pleinement ce domaine dans le processus de mobilisation des recettes, en vue d'une équité fiscale. Outre ce sujet, l'Alliance des Etats du Sahel s'est également invité dans les discussions. Dans ce sens, le système de tracking des marchandises mis en place par la douane de l'OTR a été salué comme un véritable succès avec la dernière rencontre des dirigeants de l'OTR et leurs homologues des

douanes des pays de l'Alliance des Etats du Sahel (AES). Les perspectives d'évolution de cet outil dans la sous-région ont été présentées, renforçant la position du Togo en tant que hub logistique régional. De plus, ce séminaire a tout aussi permis d'explorer la maximisation des opportunités offertes par le transit sur le corridor stratégique Lomé- Cinkassé-AES. Ceci en vue de stimuler davantage les recettes douanières et le commerce régional.

Dans un ton un peu plus sportif, des discussions ont été menées sur la saison de l'équipe sportive de l'OTR qui est l'AS OTR. Pour finir les questions relatives à la clôture du cycle de formation et l'accueil de la 6ème promotion à l'Institut de formation fiscale et douanière (IFFD) de l'OTR a été abordé. Pour l'administration fiscale, l'événement marquant à venir est l'accueil par l'OTR en septembre prochain de l'Académie de l'OCDE sur la délinquance fiscale et les infractions connexes. Cette Académie marquera une nouvelle étape dans le renforcement des compétences internes de l'OTR.

Edy Alley

Football/Éliminatoires CAN 2025

Les arbitres des deux rencontres des Éperviers

La Confédération africaine de football (CAF) a rendu publique, la liste des officiels des deux premières rencontres du Togo pour les éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) 2025.



Un arbitre assistant

Le match de la 1^{ère} journée des éliminatoires de la CAN 2025 entre le Togo et le Libéria, le 6 août 2024 au stade de Kégué, sera sous la commande de l'arbitre malawite, Godfrey Philip Nkhakananga. Il sera aidé par son compatriote Maringule Clémence Kanduku (assistant 1), des Botswanais Kegakologtwe Lucky (assistant 2) et Keabetwe Dintwa (4^e officiel). Le Béninois Claude Mahounou Paqui est le commissaire de match de cette rencontre.

Trois jours plus tard, le 9 septembre, le Togo se déplacera à Malabo pour affronter la Guinée équatoriale. Le match se jouera à 17h, heure locale (16h GMT). Un quatuor

burundais aura la lourde tâche de diriger cette rencontre. Pacifique Ndabihawenimana sera l'arbitre central, entouré d'Emery Niyongabo et Rénovat Bizumuremy. Bertrand Manirazika sera le quatrième arbitre.

Ces deux rencontres sont cruciales pour les Éperviers du Togo, qui évoluent dans un groupe difficile comprenant l'Algérie, le Libéria et la Guinée équatoriale. Les deux confrontations marquent également les débuts de Nibombé Daré, nouveau sélectionneur des Éperviers, dont l'objectif principal est de qualifier le Togo pour la CAN 2025.

Attipoe Edem Kodjo

Togo/Handball

Nouveau bureau à la tête de Bulls handball club

Bulls Handball Club de Lomé a tenu un congrès ordinaire et électif, le 24 août dernier. Les travaux ont abouti à l'élection d'un nouveau bureau exécutif, présidé par Moussa Gnandi.

Onze (11) membres du nouveau bureau dirigeront Bulls Handball Club de Lomé. La cérémonie s'est déroulée en présence du président de la ligue de Handball de Lomé et de nombreux membres sympathisants. Au sortir de ce congrès, le nouveau président n'a pas

forme comme un jeune garçon. Je veux que ces mêmes choses-là soient réintégrées aux jeunes qui sont là actuellement, pour qu'ils réussissent à en bénéficier », a avoué le nouveau président Moussa Gnandi.

Conscient de la taille des besoins du club, le président dresse les premiers chantiers. « Par rapport au souci du club, nous avons besoin d'électrifier notre terrain pour pouvoir avoir

au cours des matchs. Il y a beaucoup de choses à faire. Ensuite, nous allons individuellement attaquer les joueurs pour pouvoir les suivre psychologiquement. Parce que nous avons pour objectif de faire évoluer les joueurs non seulement sur le plan sportif mais aussi sur le plan psychologique », a-t-il ajouté.

Le bureau est composé de Gnandi Moussa (président), Tilata Émilie (vice-présidente), Cyrille Essiomle (2^e vice-



Photo de famille

caché ses sentiments et son engagement.

« J'ai quelque chose que je veux donner au club. Car c'est le club qui m'a formé depuis 1995, dans mon jeune âge. Même aujourd'hui, si je suis en bonne santé, psychologiquement, c'est grâce à ce club. Car ils nous ont tellement nourris sur le plan physique. Aujourd'hui, malgré mon jeune âge, je me sens encore en

les séances nocturnes pour rehausser le niveau des joueurs. C'est le premier objectif que nous voulons entamer. Ensuite, nous irons voir les cas sociaux des joueurs qui sont en manque de logement. Nous allons essayer de les intégrer, de subvenir souvent à leurs besoins pour qu'ils soient à l'aise psychologiquement et nous donner un bon résultat

président), Messan Afola Faustine (secrétaire générale), Awoumézunu Mochou (secrétaire général adjoint), Lawson Latré (trésorière), Dagadji Samuel (trésorière adjointe), Les conseillers sont N'da N'Kenou, Yovo Joël, Palanga Richard, Tchokoura Assana. Ce nouveau bureau siégera pour les quatre prochaines années.

Attipoe Edem Kodjo

Togo/Baseball

Formation des nouveaux entraîneurs

Une formation de six enseignants d'éducation physique et sportive, de Sokodé et de Kara, s'est tenue le 17 août 2024, à Lomé. Ils ont été à l'école du coaching.

Ce programme s'inscrit dans le cadre des efforts de la Fédération togolaise de baseball pour populariser ce sport dans tout le pays. Dirigée par David Komi Dogbatse, l'entraîneur de l'équipe nationale togolaise de baseball, cette formation a combiné des exercices pratiques le matin et des sessions théoriques l'après-midi, axées sur les



Une séance de formation

stratégies de jeu.

« Pour ma première fois de

toucher au baseball avec les premières initiations, mon intérêt est devenu

grandissant et je suis apte à enseigner aux élèves ce que j'ai enseigné lors de cette formation », déclare Jean-Paul Tchédé, enseignant d'EPS dans la région de la Kara.

David Komi Dogbatse a exprimé sa satisfaction sur l'engagement et les progrès des participants. « Pour cette journée de formation, nous avons initié les participants à la pratique du baseball, comment se placer sur le terrain, comment lancer et recevoir la balle. L'objectif

est la vulgarisation du baseball à l'intérieur du pays avec la constitution de nouveaux clubs. Les participants sont aguerris pour commencer quelque chose avec leurs élèves », précise-t-il.

La Fédération prévoit d'autres sessions similaires pour former des enseignants dans les autres régions du Togo, renforçant ainsi sa présence à l'échelle nationale.

Attipoe Edem Kodjo

Sciences et technologies

Togocom offre des « Vacances Numériques » aux élèves

Le groupe Togocom a encouragé l'excellence en milieu scolaire à travers la mise en œuvre du programme « Vacances Numériques », destiné aux 60 meilleurs élèves au BEPC du Grand Lomé. Après trois semaines d'immersion dans l'univers du digital, le leader de la téléphonie mobile au Togo a récompensé ces jeunes cracks, samedi 24 août dernier, lors d'une cérémonie de remise d'attestation.



Remise d'attestation

Les locaux de la direction générale de Togocom ont abrité le programme « Vacances Numériques », qui a plongé ces jeunes talents dans l'univers de la technologie, les préparant ainsi à embrasser l'avenir

pilotage de drones, ainsi que la modélisation et l'impression 3D », nous a expliqué l'un des formateurs, Sylvestre Olanlo, cofondateur de la structure Technologies et innovations pour le



Aperçu des Élèves

les formateurs ont pris part à la cérémonie de remise des certificats qui a couronné cette expérience enrichissante. Les élèves ont présenté leurs projets innovants à l'assistance.

Modeste Togbenou, « Je pensais que le numérique était quelque chose de vraiment difficile. Mais grâce à cette formation j'ai trouvé que c'était vraiment quelque chose de facile. Il fallait juste de l'apprentissage et de la concentration. Quelque chose que tout le monde peut faire grâce à une petite formation et de la concentration. Merci à Togocom », a-t-il témoigné.

de l'informatique et du numérique au lycée, donc c'est une opportunité pour nous de les former, de les initier et de montrer les métiers liés au numérique pour qu'ils puissent choisir au lycée des filières qui déboucheront après sur les métiers du numérique et du digital », a expliqué Afi Blewou, chargée de projets RSE chez Togocom.



Remise d'attestation

numérique avec confiance et compétence. L'activité s'est déroulée en trois bootcamps immersifs, chacun accueillant 20 élèves. Les ateliers se sont déroulés du lundi au vendredi, de 8h30 à 15h30, avec la première cohorte du 5 au 9 août 2024, la deuxième du 12 au 16 août 2024 et la dernière du 19 au 23 août 2024.

Les 60 futurs lycéens ont bénéficié d'un encadrement technique de la part des formateurs qualifiés. « Les bootcamps ont couvert une variété de thématiques incluant l'utilisation de l'outil informatique, la robotique et le codage, l'Internet des objets connectés, l'intelligence artificielle, la cybersécurité, la réalité virtuelle, le

développement durable (TIDD).

Des responsables

« Au cours de cette formation, nous avons eu à monter et à assembler nos propres robots que nous avons programmés afin d'exécuter ce que nous voulions. Grâce à Togocom, nous avons eu également à faire de la réalité virtuelle, à faire du pilotage de drone ou encore de la modélisation et de l'impression 3D. Ces différentes thématiques que nous avons abordées au cours de cette formation ont vraiment consisté à apporter beaucoup à notre vision du mot informatique », s'est

Ce séjour a été renforcé par des visites des installations de Togocom, où ils ont pu découvrir les coulisses des innovations technologiques au Togo. « Le projet vacances numérique se veut de contribuer déjà à la base à l'évolution et au développement du numérique au Togo. Nous

L'engagement de Togocom est d'offrir un parcours éducatif dynamique et tourné vers le numérique, au plaisir des parents et responsables des écoles. « Je suis très impressionné par la qualité de la formation que les enfants ont reçue mais surtout par les moyens que Togocom a mis à la disposition des encadreurs pour que cet événement à la fin aboutisse à des résultats très positifs. Tous les parents que vous voyez sont satisfaits de se retrouver ici pour honorer leurs enfants qui ont acquis ces connaissances très pratiques. Notre gratitude à Togocom pour son engagement », a déclaré Mama Omorou, fondateur de l'école scientifique Sigma.

Le programme « Vacances Numériques » de Togocom offert aux 60 meilleurs élèves au BEPC du Grand Lomé est une phase pilote dont les résultats seront étudiés pour étendre l'initiative aux autres régions du Togo.



Photo de famille

de Togocom et des établissements scolaires, les parents d'élèves et

réjouie la participante, Immelda Kondo, 15 ans. Pour son camarade,

avons remarqué que les enfants ont des difficultés à choisir des filières

Attipoe Edem Kodjo

NOTRE APPLICATION

Économies
AFRICAINES

sur



**GRATUITE
SIMPLE
INSTANTANÉE**

Emportez l'économie partout avec vous en téléchargeant notre application, votre source exclusive d'analyses multisectorielles percutantes

